



HAL
open science

Les pays andins

Anne Collin Delavaud

► **To cite this version:**

Anne Collin Delavaud. Les pays andins. André Gamblin. Les Amériques Latines : unité et diversité des territoires, SEDES, pp.124-160, 2005. halshs-00683404

HAL Id: halshs-00683404

<https://shs.hal.science/halshs-00683404>

Submitted on 28 Mar 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

¹La Bolivie

La Bolivie fascine par ses paradoxes. Plus de deux fois la France mais avec moins d'habitant que la région parisienne, c'est une sorte de bout du monde à la fois sur le toit des Andes et au cœur du continent. Isolée et pourtant exploitée par les grandes sociétés et très aidée par les institutions mondiales, le pays vit au rythme de la mondialisation. La Bolivie connaît une histoire nationale mal maîtrisée par ses habitants, non-acteurs de leur destin même, s'ils manifestent très régulièrement pour changer de président qu'ils ont élu peu auparavant. Les indicateurs sociaux du continent classent toujours le pays marqué par le cercle infernal de la pauvreté, en avant dernière position.

Des disparités régionales et humaines majeures

Pays andin par excellence puisque développé essentiellement sur les cordillères depuis la perte de son accès au littoral (guerre du Pacifique 1879-1880), elle a fixé la majorité de sa population sur ses hauts plateaux entre 3800 et 4000 m et ses rares bassins plus verdoyants. Avec seulement 8 274 000h, la Bolivie reste pauvre en hommes même si les densités sont relativement élevées par rapport aux superficies cultivables du moins dans les terres andines. Le triangle du peuplement historique, lac Titicaca-La Paz, Potosi et Santa Cruz représente 150 000 km² et abrite 74% de la population bolivienne. Les trois quarts de la population vivent sur un tiers de la superficie du pays constitué de montagnes où l'agriculture est difficile et peu productive tandis que, sur deux tiers du territoire, l'Oriente, abrite seulement 26% de la population avec des densités de moins 2 habitants par km² sur des sols plus fertiles. Depuis quatre décennies, une occupation du sol s'étend en nappe depuis le piémont et le long des berges des fleuves, affluents de l'Amazone, créant quelques conflits entre colons et ethnies aux effectifs plus réduits.

Plus de la moitié de la population est amérindienne avec deux familles ethnolinguistiques majeures, Aymara et Quechua dont les langues sont officielles avec l'espagnol. Tout en perdant son poids relatif, la population indigène augmente : 4 135 000 personnes en 2001, soit 50% contre 2 973 900, soit 64%, en 1976. Les indicateurs démographiques s'améliorent peu à peu. La transition démographique en maintenant encore un taux de croissance élevé pendant 40 ans, demeure incomplète (natalité encore élevée). L'espérance de vie y est la plus faible des pays andins. L'altiplano reste la zone la plus critique sur le plan de la dénutrition.

L'urbanisation de la population est ici plus récente que dans les autres pays andins, 62% en 2002 contre à peine 30% en 1950. La corrélation est forte entre l'origine ethnique et la pauvreté. En 1998, 58% de la population urbaine parlant quechua ou aymara vivaient au-dessous du seuil de pauvreté tandis que les hispanophones sont 46% dans cette situation. Les centres urbains sont devenus avec un taux de croissance de 4,2% (contre seulement 0,09% pour les zones rurales) des villes-refuges vivant sur elles-mêmes à partir d'emplois tertiaires de la fonction publique ou du secteur informel.

La capitale, La Paz, avec 1 118 000 h dont 405 000 h pour la ville jumelle d'El Alto (au taux de croissance de 9%) est suivie par la deuxième ville du pays Santa Cruz 687 000 h (6,4%) puis par Cochabamba (478 000 h), Oruro (183 000 h) et Potosí, la ville minière qui avait plus de 200 000 habitants au temps du Cerro Rico n'en compte plus que 112 000 h. Ces deux dernières villes avec Chuquisaca appartiennent aux régions d'émigration du pays.

Le départ à l'étranger de la population a augmenté considérablement depuis 2000 en raison de la grave crise de l'emploi. Si la tradition de départ vers l'Argentine est ancienne (450 000 Boliviens en 1969), plus d'1 628 000 boliviens, (2004) en majorité en Argentine (947 503), puis au Brésil (250 000), aux États-Unis (160 300), en France et en Espagne soit plus de 3 millions de migrants qui manquent au pays même si les envois d'argent sont devenus une ressource indispensable à la survie de nombreuses familles (plus de 90 % des boliviens ne dépassant pas un revenu annuel de 770 \$ US).

A la bipartition de l'espace national, Sierra-Oriente, répond une "organisation de l'espace, caractérisée par la quadripartition du territoire" hérité d'une exploitation dominante à une époque et dirigée par un centre principal : le quadrant Potosí- Sucre avec l'épopée de l'argent (1545-1650), celui de Trinidad avec le cycle de l'hévéa (1880-1910), le quadrant autour de La Paz avec le cycle de l'étain (1880-1986) et le quadrant autour de Santa Cruz avec les hydrocarbures (1930-1980) aujourd'hui relayées par la coca et le gaz (J.P.Deler²). Il ne sera pas étonnant de retrouver sur l'axe formé par La Paz-Cochabamba étiré jusqu'à Santa Cruz, l'essentiel du peuplement. Mais, aussi le contraste saisissant d'une extrémité à l'autre puisque " le revenu moyen des habitants de la ville la plus riche (Santa Cruz) est 2,5 fois supérieur à celui des habitants de la ville la plus pauvre, El Alto³". Ce sont autant de disparités régionales excessives et mal vécues.

La vigueur de la géographie associée à l'itinéraire colonial minier dessine un axe majeur orienté NO-SE enfermé par les cordillères relayé aujourd'hui par celui du piémont (pétrole). Ces axes jouent un rôle structurant dans l'organisation de l'espace. La sortie par le Pacifique a toujours été prépondérante et aujourd'hui on cherche à y expédier du gaz même si l'Atlantique au XXI^e se rapproche à grand pas par les forêts du Béné et le fleuve Madeira qui offre une sortie vers l'Amazonie ou par la voie ferrée Santa-Cruz- Puerto Suarez.

La région andine accentue son retard

Les conditions de vie sont ici plus rudes que dans le reste des Andes du fait de l'altitude plus élevée. Mais, dans cette diagonale aride qui prend en écharpe toutes les Andes, le nord est plus humide que le sud, comme c'est encore plus le cas dans la partie orientale du pays entre la partie amazonienne et le Chaco.

L'existence d'un immense haut plateau, l'*altiplano* (500 000 km²) allongé sur plus de 1500 km entre les deux cordillères orientales et occidentales qui culminent à plus de 6 000 m s'affirme comme la particularité des Andes centrales boliviennes et péruviennes. En effet, ancienne mer intérieure à près de 4000 m d'altitude, avec une largeur maximale de 350 km au niveau de la déflexion de Santa Cruz, le système fluvio-lacustre comporte aujourd'hui le lac Titicaca (8562 km²), long de 170 km et large de 150 km et profond de 280 m, qui déverse son trop plein dans le rio Desaguadero, qui mène au lac Popoó, étendue variable d'eau (parfois 80 km de long de moins avec moins de 2,5m de profondeur), puis, vers le sud ou du fait de l'endoréisme, l'eau finit par s'évaporer dans les *salars* d'Uyuni. L'aridité domine jusqu'au désert de l'Atacama.

La présence humaine y est émue avec ses activités agricoles, pastorales, collecte et transport de sel en dépit des aléas climatiques qui détruisent si vite les maigres récoltes. Sécheresse, inondation, gel, vents violents et grêles s'acharnent sur les tubercules et les

² **Amérique Latine.** Sous la direction de Bataillon C., Deler J.P. et Théry H., tome 3 de la Géographie Universelle, Belin - Reclus, 1994 480P

³ André Franqueville, La Bolivie d'un pillage à l'autre, IRD Presses Universitaires du Mirail 2000 292

céréales. Les propriétés sont si exigües (la moitié d'entre elles ont 0,5 ha, les jachères si longues que les périodes de disette restent fréquentes. Les bovins parcourent les meilleurs pâturages et laissent la place aux ovins et aux lamas dans les steppes d'altitude (*puna à ichu*). Pourtant, les techniques et les modes de culture témoignent d'une extrême habileté à gérer ces aléas. Les échanges avec les vallées et les bassins plus chauds sont très anciens. Les bords du lac au climat adouci par la présence de cette masse d'eau offrent des conditions plus favorables à l'agriculture (blé-luzerne), les plantes aquatiques permettent l'embouche tandis que la pêche constitue un apport supplémentaire. Le sud de l'altiplano laisse place à l'agriculture et à l'élevage extensifs.

Mais dans l'ensemble, la part du territoire utilisée à des fins agricoles est exceptionnellement restreinte sur 3% de l'espace y compris l'Oriente dont 35 à 40% en cultures permanents, le reste porte des cultures temporaires à longues jachères. La réforme agraire de 1953 enclencha une disparition des grandes propriétés mais ne put répondre à la pression grandissante des demandes en terre des excédents de la croissance démographique dont la seule réponse fut le départ vers la ville, l'Oriente ou l'étranger. Dans les 30 dernières années, l'augmentation des terres cultivées y est restée limitée par rapport aux régions tropicales plus favorables.

La minéralisation andine intéresse les terres les plus hautes à la hauteur des punas offrant des gisements forts nombreux de minerais polymétalliques non ferreux : étain, argent, plomb, antimoine et tungstène. L'exportation commença dès la période coloniale grâce à des pistes empruntées par les caravanes de mules vers Lima, puis par les voies de chemin de fer parmi les plus élevées du monde drainant à la fin du XIXe vers la Paz et le Pacifique (Antofogasta). La Bolivie fut le premier fournisseur d'étain du monde avec 25% de la production mondiale en 1929 et près de 10% de sa population concerné par le travail dans la mine. Les gisements faciles d'accès étant épuisés, les cours effondrés par la concurrence asiatique, les mineurs (alors 35 000 alors que les emplois miniers avaient atteint 80 000) de la région d'Oruro ont été "délocalisés" en 1985 vers les villes. Les mines nationalisées assuraient l'essentiel des exportations 50 à 85% dans les années 50, 30% dans les années 80. Les hydrocarbures et l'or prennent sa place mais elles ne concernent pas les mêmes région. Seul le lithium de l'Uyuni concerne la région andine.

La Paz, avec près d'un million d'habitants connaît un développement spectaculaire en s'étalant, relief oblige, sur un dénivelé de 400m. Le centre ancien et d'affaires se situe à l'abri dans une cuvette à 3700 m tandis que les quartiers aisés gagnent le bas pour y trouver, en dépit des ravins, des températures plus chaudes vers 3600 m. Les versants raides sont urbanisés par les plus pauvres tandis qu'à 4000 m s'est formée une nouvelle ville, El Alto, devenue le troisième centre du pays pour son nombre d'habitants.

Les vallées subtropicales entre le haut et le bas

Aux difficiles conditions de mise en valeur en altitude, la descente dans les vallées (*Yungas*) en direction de l'Oriente offre des changements de températures rapides facilitant la transition vers le monde tropical. Les sols sont plus fertiles mais les superficies sont limitées aux berges des torrents. L'échange entre le haut et le bas y est fort ancien. Les vallées fournissent des fruits, des céréales (maïs), du café et des légumes tempérés puis tropicaux pour la consommation urbaine et des feuilles de coca pour les usages traditionnels des populations andines.

L'Oriente, terre d'espoir

La volonté d'occuper et de consolider le territoire national devait permettre aux excédents démographiques de la sierra de transformer ces basses terres en fronts pionniers soutenus par des projets de développement orientés surtout vers l'agro-industrie. En effet, dans les années 50, il faut des productions massives capables de supporter les coûts de transport élevés pour nourrir les habitants de la Sierra et si possible exporter. Le front a démarré au nord de Santa Cruz et rejoint celui du Chaparé (1970-1985) où la coca joue un rôle moteur. Aujourd'hui, la frontière nord avec le Brésil est de plus en plus dynamique. Les zones cultivées ont augmenté de 50% entre 1970 et 1990 offrant à la Bolivie les surfaces cultivées dont elle manquait pour la sécurité alimentaire du pays. Mais, la compétition entre production agro-industrielle et cultures vivrières est forte. Les projets de développement ont encouragé le riz, la canne à sucre, le coton et le cacao sans oublier l'élevage. Celui-ci notamment dans le nord est le fait d'immenses propriétés exportant la viande congelée par avion.

Les petits colons pratiquent des cultures sur brûlis tandis que les grands domaines mécanisés pratiquent une agriculture (riz, manioc) et un élevage extensif. C'est ici aussi une zone de Far-West pour ses conflits fonciers entre grands propriétaires, colons, concessions et terres communautaires.

Les conditions écologiques sont très différentes. Au nord, c'est le domaine amazonien avec ses forêts et ses grands fleuves. La forêt, du fait des compagnies forestières, y recule plus vite que du côté brésilien mais cette disparition est peu évoquée. Le centre à la hauteur de Santa Cruz est moins humide et les savanes arborées dominent. Au sud, c'est le domaine de la forêt sèche du Chaco bolivien prolongeant celle du Paraguay. Le long du versant andin de Santa Cruz à la frontière argentine se situe la zone de gisement d'hydrocarbures.

L'extension de la culture de la coca depuis 1970 fit de la Bolivie le deuxième producteur après le Pérou. L'essor dépasse largement les besoins traditionnels de l'ordre de 5000 t, la production atteint 16 817 t en 1977 et se situerait entre 47 000 et 240 000 t en 1985 et serait encore de 123 000 t en 1990 intéressant 50 000 familles. Sous l'effet des campagnes d'éradication, les superficies dans le Chaparé se situeraient en 2003 entre 50 000 et 100 000 hectares, soit 15 à 30% des terres cultivées. Son poids dans l'économie nationale est estimé à un tiers du produit brut agricole, un tiers des exportations en valeur. L'ambiguïté de la situation est brutale, du chantage à l'aide en contrepartie de la destruction des sources de revenu de milliers de paysans peu convaincus par le développement alternatif de production déjà en crise comme le café.

Santa Cruz, avant-poste de la colonisation espagnole, l'est aujourd'hui pour la colonisation contemporaine, vers l'Amazonie et le Chaco. L'essor des hydrocarbures à partir des années 50, l'ouvre également vers l'Argentine et vers le Brésil. Relié par gazoduc et par chemin de fer, la Bolivie en dépit de la distance a gagné un accès vers l'Atlantique bien avant de récupérer son accès perdu sur le Pacifique⁴. Le secteur de Tarija produit 34% du gaz, celui de Santa Cruz 38%. Cette capitale régionale est marquée par toutes les croissances, avec 1 500 000 h, se distinguant de La Paz par ses activités industrielles et sa relative prospérité due à la rente pétrolière

⁴ Le Pérou lui offre des facilités portuaires à Ilo au sud du littoral péruvien

La question du gaz, malédiction ou nouvelle chance

C'est une question d'actualité brûlante à l'origine de mouvements sociaux graves provoquant une instabilité politique et des démissions trop fréquentes de président. Tenter de comprendre la volonté de "renationalisation" des matières premières, c'est réaliser une mise en perspective des échecs passés qui portent sur le constat que quelles qu'elles soient les sociétés nationales ou internationales qui les exploitent, le paysan, le mineur ou l'homme de la rue restent pauvres. L'enjeu est de taille avec la découverte en moins de 4 ans de réserves de gaz multipliées par quatre par rapport aux estimations de 1995, plaçant la Bolivie en seconde position derrière le Venezuela pour l'Amérique du sud, avec des réserves de 855 milliards de m³ en 2001. Représentant 36% des exportations, 6,5% du PIB, la Bolivie exporte chaque jour jusqu'à 24 millions de m³ au Brésil et 7 millions m³ en Argentine. Elle souhaite s'intégrer au projet d'"anneau énergétique" qui intéresse aussi le Pérou (Camisea) pour approvisionner le Mercosur. La négociation pour exporter vers la Californie est rude car elle impose un choix géopolitique difficile car il faut évacuer le gaz par le Chili ou par le Pérou. Des rancunes historiques lourdes de conséquences retardent la décision en faveur d'une distance plus courte par le Chili. Un gazoduc traverse nord sud les hautes terres tandis qu'un autre longe le piémont avec une antenne vers le Brésil et vers l'Argentine. Le gazoduc Tarija-Santa Cruz-Bราซิล achevé en 1999 parcourt 3 150km.

Des réformes territoriales pour avancer

Pour éviter que la majorité de l'investissement public continue de se concentrer dans l'axe central, plusieurs réformes de grande portée territoriale réorganisent la structure administrative, comme la loi de participation populaire (1994), créant 311 municipalités de plus de 5000 h bénéficiant de compétences et de ressources (65% du budget national). Promouvant la participation populaire, la loi a mis en place des Organisations Territoriales de base (OTB), personnalités juridiques, constituées par les organisations indigènes, les communautés de paysans, les assemblées de voisinage et autres. De plus, 14 000 organisations locales indigènes ont été reconnues. La question identitaire occupe le devant de la scène avec en arrière plan, une reconnaissance juridique territoriale indigène depuis 1994, voire même, une re-indigénisation avec la volonté de lois spécifiques soutenue par de nombreuses forces politiques.

La méfiance se traduit par des mouvements sociaux capables de remettre en question les plans de développement et les projets d'équipement de base (eau) ou d'exportation (gaz et lithium). La loi de capitalisation de 1994 favorisant la privatisation des entreprises d'Etat est, dix ans après, dénoncé au profit de la re-nationalisation. La nouvelle loi de mai 2005 déconcerte les opérateurs. Des concessions attendent, des contrats sont remis en question dans les secteurs sensibles. Riche en matières premières qu'elle ne peut exploiter elle-même, la Bolivie reste toujours dans le piège commencée au XVIe au Potosí et n'offre encore qu'une économie extravertie : 49% des exportations en valeur correspondent à des minerais vendus sans transformation et 26% aux hydrocarbures.

Toujours dans l'attente d'un modèle économique, la Bolivie demeure dans la dépendance et pratique la politique d'un pas en avant, un pas en arrière et aggrave sa situation. Le maintien d'activités agricoles dans des zones inadaptées, le gaspillage des terres fertiles, la pollution minière et la gestion de l'eau inadéquate en zone montagneuse aride sont des freins au développement. Les grands projets routiers d'intégration viendront-ils au secours ou faciliteront-ils le gaspillage des ressources de ces territoires fragmentés mal desservis qui dans la confusion doivent intégrer rapidement des logiques continentales nord-sud et est-ouest alors

que les grandes régions boliviennes continuent à ne pas se fédérer sollicitant même, pour celle de Santa Cruz, plus d'autonomie?